

La droite étouffée par la droite

Posté le : 30 mai 2016 12:12 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Europe de l'est, Attitudes, Economie et politique

Nous continuons notre examen des réactions engendrées par les programmes des candidats à la primaire de droite et du centre, cette fois-ci dans des journaux qui auraient pu paraître a priori favorables, mais qui continuent à croire qu'il faille tancer, avertir, montrer du droit et finalement interdire toute action un peu musclée pour sortir le pays de l'ornière.

Le Point a par exemple sorti de la naphthaline dorée un haut fonctionnaire quasi septuagénaire, typique de ce qui est tant dénoncé aujourd'hui : la « pseudo élite » qui après un petit tour dans la fonction publique où elle a beaucoup montré son cœur à gauche, finit dans le privé le plus caricatural : la finance privée pour très, très, très riches. Assis sur le veau d'or, il est amusant de fustiger la droite bornée et ses prétentions au changement. C'est ainsi que Michel Cicurel tient à nous avertir dans Le Figaro du 27 mai, qu'aucune réforme sensible ne doit se faire « sans concertation préalable avec les partenaires sociaux », qu'il est vain de toucher au droit du travail tant que la conjoncture ne sera pas meilleure, ni aux indemnités du chômage tant qu'il y aura des chômeurs, que l'objectif n'est pas l'essentiel mais la méthode et qu'il faut donner du temps au temps. Il faut surtout éviter la « purge drastique » et accepter l'aggravation des déficits. Pour résumer : les objectifs sont bons mais il ne faut rien faire sans accord préalable des syndicats et tant que la situation ne s'est pas améliorée.

Traduire : surtout ne faites rien qui pourrait secouer le tas d'or que nous avons à gérer. Après tout, nous avons toujours trouvé le moyen d'accommodements sensés pour les très grosses fortunes françaises. L'important c'est que le pays reste calme. C'est toute la gestion Giscard (on noie le poisson) et, en prime, toute la gestion Chirac (le Ni-Ni).

On a vu le résultat : recul permanent de la France sur tous les sujets ; chômage de masse ; endettement délirant...

Nous avons critiqué l'illusion des 100 jours, en rappelant l'histoire du livre programme de Guéna, il y a trente ans. Le « syndrome Guéna » est très prégnant dans tous les programmes des candidats à la primaire. Mais prétendre que ces programmes sont « libéraux » et qu'ils suggèrent de « mener toutes les réformes libérales en cent jours » est une caricature.

Ce qu'il faut faire en 100 jours, c'est mener les réformes de structure nécessaires pour casser le total immobilisme français et créer les possibilités d'une action. Ensuite il faudra probablement plus de dix ans pour sortir du marasme actuel. Attendre la sortie du marasme pour agir pose aussitôt la question : pourquoi agir si on est sorti du marasme sans cette action ? Quelle meilleure recette pour ne rien faire et s'enfoncer un peu plus ?

En revanche, comme nous ne cessons de le dire, il ne faut pas annoncer du sang et des larmes sans dessiner la situation visée et prouver la congruence des moyens. La réforme n'est pas une fin plus ou moins mythique. Mais un moyen pour un résultat si possible appétissant.

Le Point, pour sa part, sort Alain Madelin de sa retraite politique, un septuagénaire qui lui aussi a quitté le débat public pour « faire de l'argent » dans la finance privée, avec un certain succès. Les banalités fleurissent à nouveau :

« Nous ne subissons pas une crise ; nous vivons une mutation ». « Une telle mutation préfigure des décennies de progrès comme jamais l'humanité n'en a connu ». Donc tout va bien. Il ne faut pas revenir sur les droits sociaux, pas mettre en œuvre la TVA sociale, pas toucher aux 35 heures autrement qu'à la marge, et surtout pas de purge. En revanche l'école gratuite sur internet va permettre de sortir les masses incultes du chômage. La légalisation de toutes les drogues règlera la question des trafics et de la délinquance. « Il ne s'agit pas de restaurer le passé mais de permettre au neuf d'émerger ». « Mes idées peuvent mobiliser une gauche moderne ».

En attendant il faut surtout réduire les impôts sur le capital, le revenu du capital et les plus values du capital, sans faire de vagues sociales et sans doute dans l'union des cœurs libéraux-sociaux et sociaux-libéraux. Pour un ancien proche de l'OAS quel bouquet final !

Le mot clé : il n'y a pas de crise. Le libéralisme mondialisé est si bénéfique qu'il ne faut rien changer. Juste « s'adapter ». D'où viennent donc les crises qui balaient périodiquement le monde avec une force à chaque plus grande ? Silence. Il est vrai que naguère Madelin traitait d'imbéciles ceux qui pensaient que la création infinie de dollars par le biais des déficits américains et du recyclage des excédents des pays exportateurs, dans un cadre de changes flottants, portaient le risque d'une crise globale très importante. L'explosion de 2007-2008 n'aura même pas suffi à lui déciller les yeux d'une millimètre.

Pour Madelin l'ennemi c'est donc Fillon, le promoteur de la TVA sociale, le contempteur du TSCG, le porteur de réformes qui cassent réellement le conformisme et l'attentisme.

Cicurel et Madelin, l'un comme l'autre plaident pour ne rien faire et, derrière un paravent de modernité, pour faire baisser les impôts qui les intéressent (sur le capital, les intérêts du capital et les plus values). Pour le reste, inutile de secouer le pays. Ils illustrent bien les raisons qui font de Juppé l'espoir des sondages à droite : une figure de noble présidentiable, un programme consensuel, des réformes molles et non provocantes, du bla-bla sympathique et on peut continuer à jouer ses petits jeux personnels dans le calme politique.

Que se passera-t-il si un nouveau tsunami financier vient balayer l'économie, comme en 1974, comme en 1993, comme en 2008, ou même une mini crise comme en 1982 ou 2001 ? Et si les conséquences font, à nouveau, revenir une gauche idéologique et démagogique qui aggrave tout ?

Puisqu'on vous dit qu'il n'y a pas de crises, seulement une mutation à laquelle il faut s'adapter en souplesse. Votre question ne se pose pas.

Comment dit-on « aveuglement intéressé » dans le petit monde des boursicoteurs ?

En attendant, on voit bien se dessiner la ligne de fracture principale à droite.

D'un côté ceux qui veulent réellement sortir du schéma délétère qui nous a mis dans un trou profond où la plus grande part de la population se débat sans espoir. Seul une certaine radicalité permet d'espérer des résultats conséquents.

De l'autre, ceux qui pensent que « le pays est fragile » et qu'il ne faut agir qu'à la marge en desserrant subrepticement l'étau posé par les socialistes sur le cou des « très riches », mais bien se garder d'agiter des chiffons rouges devant les yeux des masses, tranquilisées par la belle figure romaine d'un président digne et droit dans ses bottes devenues bienveillantes, par un discours optimiste sur l'avenir radieux qui s'annonce et par l'absence de toutes réformes qui agiteraient les « forces sociales » (en un mot les syndicats et les fonctions publiques).

L'expérience Hollande démontre pourtant très bien qu'avec près de 15 millions de retraités, près de 6 millions de chômeurs, de près de 6 millions de fonctionnaires, avec plus de 2 millions de personnes inactives subventionnées ne cherchant pas de travail et plus de 2 millions de salariés

d'associations presque entièrement accrochées aux subventions publiques, donc au total près de deux subventionnés pour un employé, la seule procrastination ne fonctionne pas. La falaise grecque se profile de plus en plus près sur l'horizon.

Rappelons que le cours du pétrole a doublé en quelques mois, la FED va commencer à augmenter ses taux et que la BCE aura de plus en plus de mal à faire accepter que les vannes monétaires restent à ce point ouvertes. Ajouter les menaces de Brexit, la montée du risque de mini récession mondiale, le risque en France d'un succès du FN, la guerre islamiste. Mélanger le tout. Et se poser la question : L'immobilisme intéressé est-il réellement la seule solution ?